



Lors de sa première intervention au début de cette crise sanitaire inédite, le président Macron a annoncé : « le jour d'après ne sera pas le retour du jour d'avant ».

Suspension des réformes, dont celle des retraites et de la réforme territoriale de l'état, chômage partiel financé par l'état, aides aux entreprises, soutien massif pour relancer l'économie... ; les contours ont pu paraître maîtrisés, ont pu faire illusion.

Le président aurait-il changé, aurait-il entendu et compris les travers de ses dogmes libéraux ? Certainement autant que lorsqu'il avait dit avoir entendu la population à la suite du mouvement des « gilets jaunes » !

Les promesses et les beaux discours ont vite fait place à l'état d'urgence sanitaire, permettant la semaine de travail de 60 heures et plus, la réduction des RTT et congés, les amendes multiples pour soi-disant non-respect du confinement, un soutien massif aux entreprises qui se fait au final au détriment des salariés et une politique toujours au profit des plus riches...

Le temps de ce confinement a permis à toute la population de découvrir l'ampleur de la non anticipation de cette crise, de sa gestion calamiteuse et surtout des innombrables mensonges du gouvernement et des médias pour cacher les pénuries de masques gels etc... dues à leur politique ultra libérale.

Au début du déconfinement et des plans de reprise d'activité, il n'aura fallu que quelques heures pour :

reprendre la suppression de lits à l'hôpital public et remettre la pression sur les statistiques hospitalières,

et que les ministres, sans complexe, annoncent la reprise des réformes à Bercy, si tant est qu'elles aient été réellement suspendues.

La loi fonction publique se décline, les suites du rapport Gardette sur le transfert des missions DGDDI / DGFIP reprennent dès le 18 juin. Et à la DGFIP, le NRP revient au-devant de la scène !

Les missions essentielles à la continuité de l'Etat vont donc continuer à être externalisées, délocalisées, démantelées...

Les agents publics « remerciés » par la suppression de congés, une pseudo prime de « risques » ou encore une médaille pour certains, peuvent circuler maintenant, la récré est finie ! Ainsi, pour le gouvernement, le jour d'après devrait être comme avant, voire pire. Une fois encore ce sont celles et ceux qui ont subi cette crise et sa gestion catastrophique qui devraient encore payer au profit des plus riches... Les dividendes qui continuent à être versés n'ont pas été remplacés par une médaille... !

Pour La CGT Finances publiques, c'est inacceptable, intolérable !

Un bilan est nécessaire et les leçons doivent être tirées. Les actifs, les précaires et les retraités ne doivent pas faire les frais de cette gestion où les réformes libérales ont été mortifères pour nos services et les agents.

La CGT Finances publiques exige leur retrait !

Le gouvernement ouvre les hostilités en plein chaos. Utilisant la stratégie du choc pour renforcer sa politique, il accélère dans un contexte où les actions collectives sont limitées par la loi d'état d'urgence sanitaire. Il compte sur l'effet de sidération qui tétanise les citoyens pour terminer son travail de démantèlement des services publics, dont les agents ont assuré la continuité, en répondant présents avec conscience professionnelle et sens du service public !

Il faut envisager toutes les formes de luttes possibles, y compris alternatives, dès maintenant pour combattre ces politiques responsables des dernières crises. La première riposte, la première mobilisation, est de se rapprocher de la CGT, syndicat qui fera toujours passer l'humain avant tout, de se syndiquer pour construire ensemble le jour d'après, NOTRE jour d'après !

La CGT Finances Publiques, avec les agents, mettra tout en oeuvre pour faire échec à cette politique et imposer d'autres choix.

Le jour d'après sera ce que nous en ferons !

fichiers:



[Télécharger tract_reforme_18_05_2020_v2.pdf](#) (367.7 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[COVID-19](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank